

Mutations

QUOTIDIEN

Edité par la South Media Corporation Siège : rue de l'aéroport - BP 12348, Yaoundé Tél.: (237) 222 30 66 80 / 222 30 71 45/ Fax: 222 30 66 75 - Desk Douala : Rue Bebey Elamè, Tél : 699 50 46 59 - Bur.Bafoussam: Face pharmacie Madelon, Tel: 694 94 27 33 <http://www.quotidienmutations.cm>

CABRAL LIBII - NKOUMVONDO

Univers brouillé



- Des informations faisant état d'une rupture entre le coordonnateur du mouvement 11 millions de citoyens et le patron du parti qui l'a investi à l'élection présidentielle 2018 inondent les réseaux sociaux ;
- Les deux responsables s'expliquent. **Page 7**

Page | Affaire Mrc

9 | **Michèle Ndoki au GSO ce jour**

Page | Recrutement de 1000 enseignants

6 | **Jacques Fame Ndongo fait le point**



L'APPLICATION MOBILE MUTATIONS.



Disponible en Téléchargement Gratuit Sur Ton Mobile Android.

DECLARATION D'ASSOCIATION

En date du 25 février 2019, le préfet du département du wouri, donne à l'association dénommée **LET LOVE LEAD** en abrégé **LELOLA**, le recépissé de déclaration numéro 069/2019/RDA/C19/SAAJP conformément aux dispositions de la loi 90/053 du 19/12/1990 sur les libertés d'association ayant pour objectif (voir recépissé de déclaration)

Siège : Douala +237 691307077

Reste informé(e) en temps réel
avec l'application mobile Mutations

Mutations QUOTIDIEN

Télécharge MUTATIONS sur
▶ Google play

Téléchargement Gratuit



Informers, révéler et raconter, expliquer et s'engager



« L'équilibre et l'impartialité que nous revendiquons s'opposent à une tiède neutralité »

Protas Ayangma, fondateur

Contacts

- ▶ 679 19 30 28
- ▶ 698 24 99 29
- ▶ 691 54 55 38
- ▶ 699 50 46 70

Guerre de ...sécession au sommet de l'Etat

 Par Le mutant

Je l'ai déjà dit. Paul Biya est le seul être vivant dont obsèques et funérailles ont déjà été célébrées. Tenez ! Pour sa succession à Etoudi, les Bulu et les Nanga, deux clans qui tiennent les rênes du pouvoir qu'il croit toujours détenir, se battent à mort. Pas avec des paroles (Dieu soit loué !) mais avec la presse, l'arme chimique la mieux adaptée dans la complosphère. Comme vous le savez, dans ce type de bataille, il faut maîtriser la théorie du complot ou et surtout le principe numéro un de la diplomatie arabe : tue l'autre avant qu'il ne te tue.

Ça brûle donc du torchon entre les deux camps qui s'agonisent de titres de journaux ! Jugez-en vous-mêmes : « *Le clan Nanga décapite le clan Bulu* », « *La guerre Nanga contre Bulu est déclenchée* », « *Les Bulu sont fâchés des Nanga* », « *Etoudi, batailles entre les beaux-frères* » et tutti tutti ! Et puis, l'on apprend d'un coup, sans le moindre indice de commencement de début de preuve du réel ou de l'inverse, qu'« *il n'y a aucune guerre Nanga contre Bulu autour de Paul Biya* ». Signé "Réalités". Tiens ! Donc, c'est fantomatique, fantasmagorique, tout ça ? Au risque de vous décevoir, je dois confesser que le Mutant lui-même est perdu dans cette guerre vraie ou fausse des belles familles du Président comme un satellite dans l'espace interplanétaire. Pourtant, d'escalade en escalade, tous les ingrédients de la guerre sont là. Et les premiers obus dans le camp des Nanga furent lancés par L'Avenir, l'un des derniers nés de notre médiasphère, et la Lettre du continent qui attribuaient à la Chantou nationale le stylo qui signa le gouvernement du 4 janvier 2019. Mais, Jeune Afrique (à fric, si ça vous arrange) fit pire

en servant du « *Madame la présidente* » à la première dame ! S'en prendre ainsi à celle-là même qui, sur la planète Terre peut difficilement trouver icône humaniste égale à la sienne ! François Soudan et tous ceux qui l'ont précédé se seraient trouvés dans les parages du palais qu'ils auraient pris des hauts talons en pleines poires ! Mais, sage et toujours mesurée, la Chantou se mura d'abord dans le silence, laissant à ses porte-flingues la charge de la contre-attaque, avant de crier à la méchanceté dans un tweet.

Et les mauvais yeux y virent un coup fourré des Bulu qui auraient entonné le vieux refrain de l'épuration politique, l'opération Epervier, version tropicale de l'opération Phoenix. Souvenez-vous. Au Vietnam, la CIA avait mis sur pied ce programme qui avait pour but la liquidation physique des cadres Viêt-Cong. Par des moyens para-légaux. Et L'épouvantail agité est Edgard Alain Mebe Ngo'o, l'ex-Mindef, qu'il faut sauver de l'incendie ! Est-ce le bon cheval ou y en a-t-il un autre ou d'autres ? Ah voilà ! Certains canards ont pointé David Nkotto Emame, l'ancien Dg de Camtel aussi. En tout cas, les chemins et les jours qui viennent nous diront.

Toujours est-il que la sécession, la vraie, comme aux Etats-Unis entre 1861 et 1865, est là. Il faudra assez de chargeurs pour chaque camp pour gagner. Il y aurait encore tant d'autres choses à dire. Mais, il est temps de conclure, alors je veux me concentrer sur l'essentiel. Je le dis, index levé. En Afrique, on ne parle pas de la succession d'un roi qui respire encore ! Et le lion vieillissant d'Etoudi a dévoré tous ceux qui ont eu la malencontreuse tentation ...

Mutations

Edité par la South Media Corporation. Récepissé N° 00020/RDDJ/J/BASC

Président du conseil d'administration

Protais Ayangma

Directeur de publication a.i

Georges Alain Boyomo

Administration, finances et ressources humaines

Marie Sidonie Boulounou

Audit et contentieux

Adrien Bassang'na Bomba

Rédacteur en chef

Georges Alain Boyomo

Rédacteurs en chef adjoints a.i

Lucien Bodo (Actualité)

Michel Ferdinand (Magazines)

Responsable Digital

Pascal Dibamou

Chroniqueurs

Dubois Onana

Richard Makon

Jean-Claude Awono

Jean-Pierre Nyemeg

Caricaturiste

Robert Pougoué

RUBRIQUES

Politique

Jean De Dieu Bidias

Société

Paulette Ndong

Economie

Lucien Bodo

Education

Josiane Afom

Tech & Web

Marguerite Papan

Culture

Marthe Ndiang

Sports

Dimitri Mebenga

Santé/Environnement

Adrienne Engono Moussang

Rédaction

Wamba Sop, Ibin Hassan, Désiré

Domo, Vanessa Bassale, Jean-Christophe Ongagna, Mélanie Ambombo, Rosine Ntolo, Arnaud Kuipo, Renaud Inang, Claude Olivier Banaken, Guy Martial Tchinda, Florentin Ndatewouo, Jenner Onana, Perrine Masso, Cyril Marcel Essissima

DESK LITTORAL ET SUD-OUEST

Chef : Michel Ferdinand

Adjoint : Blaise Djouokep

CORRESPONDANTS

Grand Nord : Jacques Kaldaoussa

Ouest/Nord-Ouest : Robert Nkake

Est : Sebastian Chi Elvido

Sud : Guy-Roger Mvondo

Edition/Infographie

Samuel Tcheudjo

Valentin Essimi Tsanga

Service Commercial et Marketing

Chef : Michael Brobst

Responsable Yaoundé : Augustine Nokam

Chargés de clientèle

Pulcherie Nsia, Philiace Tamko

Lionel Akono, Grâce Olinga

Service de la comptabilité

Jacques Barnabé Nthep

Albert Mbende

Service Production

Joël Anong

Dieudonné Bitang

Service Distribution

Etienne Temfack

Hervé Ngomenda

Impression

Les nouvelles idées

Téléphone : (237) 222 306 680 / 222 306 675/ 698 24 99 29

Site web : <http://www.quotidienmutations.cm>

Siège Yaoundé : Face CAMI TOYOTA - Mvog-Mbi

Douala : Rue Bebey Elame - Akwa

Caric

RESURRECTION, CES PASTEURS BLIFFEURS



Tourisme

L'Extrême-Nord attire de nouveau

Une dizaine de touristes italiens a sillonné les sites les plus attractifs le 10 février dernier.



Par Jacques Kaldaoussa

Des touristes italiens ont visité Rhumsiki, Maga, Pouss, Mourla et Mokolo le 10 février dernier. A leur arrivée [11 visiteurs], ils ont exprimé tout leur enthousiasme à visiter la région pittoresque de l'Extrême-Nord avec tous les attraits touristiques qu'elle comporte, ce en dépit de la menace sécuritaire liée aux attaques de Boko Haram. «Je voulais d'abord venir seul en éclaireur dans la région de l'Extrême-Nord dans le but tester le dispositif sécuritaire afin de m'assurer une visite de mes pairs sur les lieux est sans risque. Sauf que, Je me suis rendu à l'évidence que les zones et sites touristiques sont hors de danger et ne sont pas circonscrites dans les localités en insécurité, ce qui fait que mes compatriotes ont insisté faire le déplacement au même moment que moi », confie le chef de la délégation de touristes italiens, Vittorio Cococletti.

Après une première escale à la place des fêtes de Maroua, où se déroulait la célébration de la fête de la jeunesse le 11 février dernier, ils ont mis le cap le lendemain sur Maga



Des touristes satisfaits.

qui abrite le lac artificiel destiné à l'irrigation des périmètres rizicoles de la société d'expansion et de modernisation de la riziculture de Yagoua (Semry). Puis l'étape de Pouss, un sultanat situé à 12km de Maga où ils se sont régalés de la beauté et de l'architecture des cases en forme d'obus des Mousgoum à Mourla. Le cap sera mis ensuite sur Bogo, célèbre par sa cavalerie qui a donné à voir au cours d'une impressionnante fantasia comme savent en donner les Peulhs en pareille circonstance. Le 13 février dernier, les hôtes ont mis le cap sur le département du Mayo-Sava, pré-

cisément dans le lamidat de Oudjila, un site touristique chargé d'histoires où, à une époque récente, le chef faisait parler de lui avec ses 50 femmes. Le clap de fin a été le pic de Rhumsiki, dans l'arrondissement de Mogodé, département du Mayo-Tsanaga.

Pour le délégué régional du tourisme et des loisirs, Issa Mahamat, ce n'est plus un secret pour personne. «Les touristes déferlent dans notre région depuis quelques mois, c'est déjà un bon signe que la sécurité est de retour et le tourisme reprend. Les visiteurs sont rentrés satisfaits », se réjouit-il. «On nous avait dit que la région de l'Extrême-Nord était dans la zone rouge. Arrivés sur le terrain, nous avons constaté le contraire. Les gens vaquent à leurs occupations, s'amusent, sont sympathiques et accueillants. Nous n'avons vu aucun signe d'insécurité », témoigne Marguerita Ghirardi, un touriste en provenance de Milan, au nord d'Italie.

Frédéric Ngaka Epounde

Les sécessionnistes doivent déposer les armes

Le président général de l'Union des églises baptistes du Cameroun donne son avis sur des sujets d'actualité.



Par Blaise Djoukep

Depuis plus de deux ans, le Cameroun est secoué par une insécurité dans la région de l'Extrême-Nord et une crise sociopolitique dans sa partie dite anglophone. Que propose l'Uebc pour le retour à la paix ?

Nous avons déjà entrepris plusieurs prières pour la paix au Cameroun. Au sein du conseil des églises protestantes du Cameroun (Cepca), nous avons tenu plusieurs réunions afin d'apporter notre contribution à la fin de cette guerre. Nous voulons rencontrer les sécessionnistes pour discuter avec eux. Nous allons leur dire de faire taire les armes. L'erreur est humaine, nul n'est parfait. Les différentes parties doivent se mettre ensemble pour discuter et trouver des solutions à cette crise qui cause des pertes en vies humaines, paralyse l'économie du pays et porte un sérieux coup à l'éducation de nos enfants.

L'Eglise évangélique du Cameroun (Eec) qui est protestante autant que l'Uebc est en crise depuis plus d'un an. Quelles sont les initiatives prises par l'Uebc pour l'aider à sortir de cette situation ?

Les crises peuvent arriver, parce que nous sommes des hommes, on ne les prévoit pas, on ne les souhaite pas. Lorsque par exemple vous épluchez une orange, le couteau peut vous blesser, c'est un accident. Et il faut chercher à soigner cette blessure qui pour ce cas, est cette crise. C'est un faux pas qui est arrivé au sein de l'Eec, comme cela peut arriver dans toute autre église. Nous avons également pu



éviter cette crise lors de l'élection le 26 janvier à Yaoundé. Donc, cela peut arriver à tout le monde.

Comment sort-on de l'enlèvement ?

Tout ce qu'il y a à faire maintenant, c'est de s'en remettre à Dieu. Car c'est lui qui prend les décisions, rien ne peut se faire sans sa volonté. Le jour où le Seigneur décidera que la paix reviendra dans cette église, il ne pourra plus en être autrement. Et la paix reviendra. Il faut prier et continuer de demander la sagesse du Seigneur.

Société civile

800 millions Fcfa pour appuyer les actions



Par Guy Martial Tchinda



« L'idée c'est que les organisations puissent être accompagnées dans les domaines liés à l'amélioration de l'environnement institutionnel et juridique des Osc ; la consolidation de l'état de droit et la préservation de la paix ; l'amélioration des politiques d'accès aux services de base, le développement économique local... ». Le coordonnateur et régisseur du Programme d'appui à la citoyenneté active au Cameroun (Procivis), François Sorba s'est ainsi exprimé le 18 février dernier à Yaoundé. C'était lors du lancement de la tournée nationale d'information sur l'appel à propositions intitulé « Appui aux initiatives de gouvernance et de consolidation de la citoyenneté promues par les organisations de la société civile (Osc) au Cameroun ». Une tournée qui consiste à répondre aux préoccupations des Osc candidates à cet appel d'une valeur de 800 millions Fcfa.

« Pour la composante état civil, il est question de soutenir les actions des Osc qui favorisent la pleine reconnaissance des personnes et leur statut de citoyen, disposant de tous les droits civiques et politiques via un meilleur accès aux documents d'état civil. L'un des objectifs principaux du Procivis est d'augmenter le nombre d'actes de naissance qui sont délivrés dans les domaines des mariages, de naissance, de décès », a-t-il poursuivi.

Est

701 accidents enregistrés en Janvier

Inquiétés par leur nombre croissant, des syndicalistes veulent s'impliquer dans les actions de sensibilisation dans les postes de prévention routière.

 Par Sébastien Chi Elvido

Les statistiques relatives aux cas des accidents mortels de la voie publique dans la région de l'Est sont effrayantes. «En 2018 et selon des chiffres qui nous ont été communiqués par la délégation régionale de la Santé publique de l'Est, plus de 4500 cas d'accidents ont été enregistrés. Au mois de janvier dernier, neuf morts ont été recensés suite aux accidents de la voie publique avec plus de 701 accidents». René Yesus Samba, président régional du Syndicat national des conducteurs professionnels urbains du Cameroun (Synacopucam) et président régional de l'Association des taxis motos de Bertoua (Astamob), qui dévoile ces chiffres estime que les syndicalistes ne peuvent plus rester indifférents face à ce fléau. C'est ainsi que ce dernier a saisi le 09 février dernier, la délégation régionale des Transports de l'Est pour un stage de formation des membres pour l'utilisation du matériel pour la prévention et la sécurité routière. Suite à cette correspondance le ministère des Transports a organisé une session de formation des syndicalistes le 26 février dernier à la délégation régionale de l'Est. La formation qui a réuni 25 futurs agents de sensibilisation sur les axes routiers s'est focalisée sur « l'utilisation des alco-tests pour tester le taux d'alcool auprès des chauffeurs et conducteurs, la vérification des dossiers du véhicule, le comportement d'un agent de prévention routière et les amendes y relatives ». Par ailleurs le ministre des Transports a mis à la disposition des syndicalistes, 200 dépliants et 20 alco-tests pour la sensibilisation et l'éducation des usagers de la voie publique. « Nous allons nous déployer sur toute l'étendue de la région auprès des équipes de prévention routière du ministère»,



Des syndicalistes formés.

indique Yesus Samba après la formation. En dehors de la prévention routière, les syndicalistes agréés veulent jouer un rôle déterminant dans l'assainissement du secteur de mototaxi auprès des autorités administratives en terme d'appui afin de réduire le nombre des accidents routiers.

Sud

Plus de 500 cas d'accidents en 2018

Les mototaxis détiennent la palme d'or de ces dérives qui endeuillent les familles.

 Par Guy-Roger Mvondo

Avec un réseau routier globalement en piteux état, la région du Sud est une partie du territoire fortement accidentogène. Malgré la présence des équipes de prévention et des forces de maintien de l'ordre, les accidents continuent de faucher de nombreuses vies sur les routes du Sud. A l'origine de ces malheurs, le non respect du cadre réglementaire chez les conducteurs dont la majorité évoluent dans la clandestinité, et la recherche exacerbée du gain qui transforme «les postes de contrôle routier en lieux d'arnaque et de rançonnement». Selon les statistiques disponibles à la délégation régionale des transports pour le Sud, cette région a enregistré plus de 500 cas d'accidents de la circulation en 2018. Ces drames ont ôté la vie à plusieurs personnes et a rendu invalides de nombreuses victimes. Le secteur des mototaxis détient la palme d'or de ces dérives en raison de l'anarchie et de l'incivisme. Au niveau national, les chiffres de la situation de la sécurité routière donnent encore froid au dos. A titre d'exemple, (notre) pays a enregistré pas moins de 17.726 cas d'accidents par an de 2009 à 2014. Ces drames ont fait au moins

1700 morts par an durant la même période et des milliers de blessés. Les données ainsi édictées sont loin de refléter la réalité en raison des défaillances observées sur leur système de collecte. Cette situation qui, ces dernières années a atteint sa cote d'alerte, a de fâcheuses répercussions sur l'économie du Cameroun.

En effet, les dégâts collatéraux issus des accidents de la circulation sont évalués à 100 milliards Fcfa chaque année. C'est au vu de ce tableau sombre, que le ministre des Transports a décidé de siffler la fin de la récréation. Un bureau d'études a été commis à l'effet d'évaluer les activités de prévention routière telles qu'elles sont exercées sur le terrain, et proposer des recommandations en vue de l'élaboration d'un nouveau programme d'action de prévention routière au Cameroun. Dans une démarche qui se veut participative, ce bureau d'études qui vient de séjourner dans le Sud, travaille avec tous les acteurs [administrations, syndicats, société civile] avec pour finalité de sortir les meilleurs projets qui permettront d'avancer positivement dans ce processus.

Au tribunal

Accusé de violation de domicile

 Par Lorine Claudia Agnang (Stagiaire)

Le mercredi 22 février au Tribunal de première instance d'Ekounou, l'affaire Thérèse Mognembassa (plaignante) contre Rodrigue Ekongolo (accusé) a porté essentiellement sur la défense de l'accusé. Le prévenu, employé d'une banque de la place aurait, courant 2016, fait incursion dans le domicile de Thérèse Mognembassa (plaignante), et lui aurait infligé une bastonnade. Tout part d'un crédit que la plaignante et son époux ont contracté dans la banque où travaille l'accusé. Il est estimé à des millions. Depuis ce jour, jusqu'en 2016, le couple n'a pas remboursé cette dette en question. Après plusieurs sommations, la banque confie ce problème à un huissier de justice. L'étude a donc adressé une injonction de rembourser au couple. Le 12 février 2016, l'accusé accompagne l'aspirant huissier, au domicile du couple, afin de leur remettre la signification. D'après la version du prévenu, il a simplement indiqué la maison à l'aspirant huissier et serait resté dans sa voiture. Au sujet des blessures légères dont parle la victime, le témoin de l'accusé, qui n'est autre que l'aspirant huissier s'explique : « Je suis monté seul. La dame m'a reçu au seuil de la porte. Mais à l'intérieur, il y avait des voix féminines qui se faisaient entendre. Je lui ai remis la signification, puisque son mari n'était pas là. Lorsque je m'apprête à aller rejoindre M. Ekongolo, j'entends un bruit derrière moi. Quand je me retourne, la dame était au sol, elle a eu malaise. Depuis l'étage, j'ai appelé M. Ekongolo. Nous avons transporté la femme à l'hôpital et joint son époux au téléphone ». Les deux déclarations de l'accusé et de son témoin sont opposées à celles de la victime. Lors de leur précédente audience, elle confirme avoir reçu des coups venant de Rodrigue Ekongolo. La suite du procès est prévue pour le 20 mars prochain.

Recrutement spécial de 1000 docteurs/PhD

Un leurre d'espoir pour les universités

Au cours d'une communication faite hier, Jacques Fame Ndongo a par ailleurs reconnu que le nombre de postes à recruter tient compte de la soutenabilité financière.

 Par Josiane Afom

Les modalités de recrutement de la première vague de 1000 docteurs/PhD dans les huit universités d'Etat sont connues depuis le 14 février dernier. Dans différentes universités, les recteurs et Vice Chanceliers ont lancé, depuis la semaine dernière, les appels à candidature aux postes disponibles. Un recrutement qui se veut, d'après le ministre d'Etat, ministre de l'Enseignement supérieur, Jacques Fame Ndongo, être une opération salvatrice. Ce d'autant plus que, précise-t-il ce 27 février au cours d'une conférence de presse, les enseignants sont attendus dans les universités depuis. Car à chaque rentrée académique, les recteurs et Vice Chancellors doivent gérer une masse exponentielle d'étudiants alors que le canton des enseignants n'augmente pas.

Une opération que le patron de l'enseignement supérieur présente comme salvatrice pourtant, le nombre de postes à pouvoir dans les facultés, à en croire certains responsables d'universités, ne comble pas le ratio étudiant-enseignant. Dans plusieurs spécialités par exemple, seul un enseignant sera recruter, pourtant la demande est forte. C'est le cas par exemple de la faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Douala où, dans la spécialité communication sociale et médiatique, un seul enseignant sera recruté, idem en sociologie économique, littérature francophone, environnement et développement durable, philosophie, psychopathologie, linguistique appliquée, histoire sociale. Dans la même université, plusieurs spécialités de la faculté des sciences juridiques et politiques n'auront qu'un enseignant de plus au terme de la première vague du recrutement.



Jacques Fame Ndongo au cours de la conférence de presse.

« L'optimum n'existe pas. Il est vrai que le recrutement spécial de 1000 enseignants docteurs/ PhD ne comblera pas le gap, mais, 1000 autres seront recrutés en 2020 et 2021. Toutefois, ce recrutement a été guidé par deux critères scientifiques techniques managériaux que sont la faisabilité technique et la soutenabilité financière », explique le ministre d'Etat qui affirme par ailleurs que seuls les meilleurs seront retenus au terme des études de dossiers et des auditions des candidats qui ont jusqu'au 21 mai pour déposer leurs dossiers de candidature.

Aussi, au regard du nombre de place très délimité dans plusieurs spécialités, les candidats dénoncent le fait que la Commission centrale de supervision ait décidé qu'un candidat ne peut déposer qu'un seul dossier dans une seule université. Pourtant, d'après eux, en multipliant les dossiers dans plusieurs universités, le candidat a la chance d'être retenu dans l'une d'elles. Toute chose qui, d'après Jacques Fame Ndongo, troublera le jeu et biaisera les résultats. Car, un candidat peut être retenu dans plusieurs universités, ce qui diminuera les chances des autres candidats.

Frederick Kechia

Les 132 postes ouverts ne comblent pas la demande

Chef de département des Sciences biomédicales à l'Université de Bamenda et représentant du Vice-Chancellor à la conférence de presse donnée par le Minesup rassure toutefois que les dossiers seront traités avec diligence.

 Par Josiane Afom

L'Université de Bamenda a 132 postes à pourvoir dans le recrutement spécial de la première vague de 1000 enseignants. Ce nombre va-t-il combler le ratio étudiants-enseignants ?

Le quota des enseignants dont a besoin l'Université de Bamenda ne peut pas être atteint dans un recrutement simple. Cela signifie que ce que la Commission centrale de supervision nous a donné est très insuffisant. Mais, nous sommes tenus de faire avec. Nous avons par exemple des spécialités où le déficit d'enseignants était criard mais avec ce recrutement spécial, nous allons pouvoir combler certains vides.

En même temps, vous avez le plus grand nombre d'enseignants à recruter....

Certes nous avons eu le grand nombre de poste à recruter mais, il faut aussi reconnaître que l'Université de Bamenda a 12 écoles dont six facultés et six grandes écoles. C'est l'un des plus grands parmi les huit universités d'Etat que



compte le Cameroun.

Quel gage pour l'objectivité, la méritocratie dans le traitement des dossiers au vu du nombre de places limitées ?

Nous avons des standards que nous suivons en ce qui concerne le recrutement dans les universités d'Etat. Généralement, nous commençons par les départements, les spécialités et on a lancé les recrutements. Nous allons recevoir les dossiers, les étudier et auditionner les candidats. A l'Université de Bamenda, le traitement des dossiers se fera dans la célérité et seuls les meilleurs seront retenus. **La crise en cours dans la région du Nord-Ouest n'a-t-elle pas poussée certains à désertier les amphithéâtres ?**

C'est difficile mais, nous sommes là, nous tenons le coup. Nos étudiants sont en place, le corps enseignants également. Malgré la situation qui y sévit, nous faisons l'effort d'être présents dans les amphithéâtres.

Univers - « Onze millions de citoyens »

Avis de tempête sur l'alliance

Des informations persistantes font état d'une brouille entre Prosper Nkou Mvondo et Cabral Libii.

 Par Jean-Christophe Ongagna

Depuis la fin de l'élection présidentielle 2018, le candidat classé troisième à cette consultation électorale et investi par l'Union nationale pour l'intégration vers la solidarité (Univers) est resté sur la sellette. En effet, à la moindre actualité relative à cette formation politique ou encore au mouvement « *Onze millions de citoyens* » dont il est le coordonnateur national, Cabral Libii est pris à partie par des intervenants sur les réseaux sociaux. La dernière sortie du responsable de la communication du parti Univers, Emile Bindzi, au sujet de la formalisation définitive de l'alliance entre le parti susmentionné et le mouvement créé par l'ex-candidat à la présidentielle a donné du grain à moudre. De fait, le 17 février dernier, M. Bindzi révèle sur une chaîne de télévision de la place qu'il y avait blocage dans la conclusion de cette alliance. « *Il est [...] un tout petit peu embêtant de se trouver dans une situation où la décision visant l'alliance définitive n'est pas prise parce que, il faut le dire, cela relève de la vision souveraine de Cabral Libii* », lâche-t-il.

L'apparition du sigle « *Omp* » (Organisation du mouvement patriotique), en rajoute une couche à la polémique ambiante sur les réseaux sociaux. Le teasing délie un peu plus les langues. La chronique mondaine attribuée à Cabral Libii la création d'un parti politique ainsi dénommé. Le fait pour lui d'avoir par ailleurs indiqué qu'il avait entrepris des démarches en vue d'une mutualisation des forces avec d'autres partis d'opposition dans l'optique des élections à venir, notamment le Social Democratic Front (SDF), l'Union des populations du Cameroun (Upc), l'Union démocratique du Cameroun (Udc) et l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp), renforce la confusion.

Autre élément qui prête à équivoque, c'est un post sur la



Cabral Libii et Prosper Nkou Mvondo. Signature convention.

page Facebook du parti Univers. Intitulé « *La fidélité politique, une qualité plutôt rare* ». Celui-ci fait croire que Cabral Libii a tombé le masque de la « *traîtrise* ». Emile Bindzi tente de relativiser. A l'en croire, ledit post est destiné à l'éducation politique des membres, sympathisants et adhérents du parti Univers. « *Il n'était pas orienté vers qui que ce soit. Il y a simplement eu une récupération politicienne en rapport avec le contexte* », fait-il savoir.

L'effet escompté n'a visiblement pas été atteint. Le texte a

laissé penser qu'il était adressé à l'ex-candidat à la présidentielle. « *Selon ce qu'on m'a dit, il (Emile Bindzi, Ndlr) serait l'administrateur de la page du parti Univers et m'aurait critiqué à deux sorties (sur Canal 2 International et sur Vision 4, Ndlr) et tourné en dérision un communiqué que j'avais signé relativement à ce qui arrive au Mrc (Mouvement pour la renaissance du Cameroun, Ndlr). [...] Ce qui a fait qu'au niveau de la base, l'on a commencé à se poser des questions* », déclare à ce propos Cabral Libii.

Réactions

Prosper Nkou Mvondo, président du parti Univers
Il n'y a ni rupture, ni divorce

Il n'y a aucun problème entre Cabral Libii et moi. Il n'y a ni rupture, ni divorce. Certains veulent assouvir leurs fantasmes en parlant de rupture entre le Mouvement Onze millions de citoyens et le parti Univers. Il n'en est rien. Nous travaillons ensemble pour les prochaines consultations électorales. Et quand bien même Cabral Libii viendrait à créer un parti politique, cela ne saurait être un motif de tensions entre lui et moi.



Cabral Libii, coordonnateur du Mouvement Onze millions de citoyens
Je n'ai pas de problème avec le parti Univers

Tout ce que je sais, c'est que j'ai signé le 11 décembre 2017, une convention avec le parti Univers qui permet que nous puissions investir les membres du Mouvement « *Onze millions de citoyens* » qui souhaitent aller aux élections sous la bannière de ce parti. Et depuis lors, nous travaillons dans ce cadre-là. [...] En ce qui me concerne, je n'ai pas de problème avec le parti Univers. [Notre] convention avec ce parti demeure. Elle ne souffre de rien. [...] depuis quelques jours, le sigle *Omp* (...) circule. Il serait celui d'un parti politique qui a été créé par des personnes qui militent dans Onze millions de citoyens et qui pour certains, sont très présents sur les réseaux sociaux. [...] Lors des prochaines élections, ceux de nos membres qui voudront être investis par le parti Univers, le parti Univers leur accordera des investitures. [...] Pour les élections locales, j'appelle encore à la mutualisation des forces. Et dans ce cadre, il y a une plateforme qui a été constituée à Douala III et V. Elle comprend le SDF, l'Upc, l'Undp et l'Udc [...] Des discussions sont organisées avec les responsables locaux de ces formations politiques qui rendent compte à leurs leaders.



Jacques Maboula Mboya

Les anciens maires de Yabassi mettaient tout dans leurs poches

L'édile parle des luttes de clans dans le Nkam, de la transformation en cours de ce département, de ses réalisations, de son soutien à Akere Muna lors de la dernière élection présidentielle, etc.



Par Jean De Dieu Bidias

Comment se porte l'arrondissement de Yabassi ?

Yabassi se porte bien. Nous essayons de relever les défis qui ont cruellement fait défaut à notre chère ville et, je crois qu'avec la route cours de construction, les barrages hydro-électriques annoncés, le désenclavement de plusieurs villages, l'amélioration de l'offre en eau potable, il y a une certaine sérénité qui s'installe chez les populations. La preuve c'est le retour en force des jeunes qui n'y croyaient plus. Donc, il y a des choses qui se mettent progressivement en place, et on peut dire : mieux vaut tard que jamais. **Nous sommes en année électorale ; s'il vous était donné d'évaluer votre action au cours du mandat qui s'achève, quel est le bilan du maire que vous êtes, en termes de réalisations ?**

D'entrée de jeu, je vais vous dire qu'on a fait un plaidoyer puissant et insistant pour que notre route soit inscrite dans le budget d'investissement public, c'est désormais chose acquise puisqu'elle est en pleine construction. Après la route, nous avons fait le plaidoyer pour que l'eau qui est la vie soit désormais une préoccupation du pouvoir central et de la Camwater avec qui nous avons noué un partenariat visant à accroître la capacité d'eau de la ville de Yabassi et éteindre le réseau de distribution. Nous avons également mené un plaidoyer pour avoir des stations solaires dans certains villages de Yabassi. Nous en avons obtenu une dans le village Lamba, une autre à Ndokati, une troisième à Bouemi et une quatrième qui va se mettre à Mamba. Donc, le problème énergétique est en train d'être résolu, surtout avec le barrage hydroélectrique sur Toumba-Salla qui sera construit par des Vietnamiens ; il y a aussi champ solaire de 50 hectares dont le marché a été gagné par la Société transatlantique qui traîne à démarrer les travaux. Vous avez également la capacitation de la ville en termes de matériel de santé. L'hôpital de district a été modernisé, l'éclairage public au solaire a été fait pour sécuriser certaines zones de forte activité. Nous avons également aménagé des aires de jeux et construit des bancs publics à l'esplanade de la mairie, et le projet de cité municipale est en cours de réalisation.

Le personnel de la commune a été renouvelé à plus de 70% par des jeunes qui sont revenus récemment à Yabassi. Le projet de lotissement communal sur 100 hectares est également en cours à l'entrée de la ville, pour sécuriser les investissements et les lieux de résidence de ceux qui arrivent. Nous avons un projet de construction d'un stade de football à Ndogbao, un marché et une gare routière à Ndogbélé. Donc, de manière ramassée, vous avez un certain nombre de projets qui montrent qu'en cinq ans, nous avons essayé de faire de Yabassi la priorité de notre action.

Qu'est-ce qui manque aujourd'hui aux maires pour être véritablement au cœur du développement local ?

Ce que nous appelons de tous nos vœux aujourd'hui, c'est la décentralisation, c'est-à-dire, la mise à disposition des ressources financières en faveur des collectivités territoriales décentralisées. Vous pensez un projet, et quelqu'un d'autre décide si oui non on le finance. Parfois même, alors que vous attendez une fondation, l'on vous envoie des



tôles. Nous n'avons pas assez de ressources, mais nous nous félicitons des réformes en cours. Il faudrait que les projets soient financés dès la base, et que ce ne soit plus un homme, par décret, qui décide de tout. Construire une communauté, c'est une logique, c'est une vision. On ne construit pas une ville par hasard, on suit un processus chronologique.

Quel est l'intérêt aujourd'hui pour le Cameroun, l'Afrique, de construire ses villes ?

Construire confortablement nos villes, c'est notre devoir. Il n'est pas bon que nos enfants continuent de prendre la mer ou le désert. S'ils sont attirés par les villes d'ailleurs, c'est parce que là-bas des gens ont fait leur boulot. J'essaie de faire ce que je peux dans la ville de mes ancêtres. Je suis porteur d'une vision et d'une façon de faire ; les choses ne sont pas faciles, les luttes de clans et de lobbies sont réelles. Mais, nous continuerons à porter cette vision pour que ceux qui croient en nous ne soient pas désespérés. Le combat continue.

Justement, en interne, vous semblez confronté à une vive adversité de la part de certains de vos anciens camarades du Rdpc bien placés...

Chacun a un rôle à jouer au sein de sa communauté. Ce n'est pas un parti qui construit ; puisque, si c'était cela, il y a plus de 30 ans que le Rdpc est dans le département du Nkam. Je ne suis pas sûr qu'ils aient pris l'eau, l'électricité, les infrastructures de tous ordres comme leurs priorités ! Maintenant que nous sommes arrivés, si nous nous disons qu'il y a urgence de réagir, ce n'est pas un parti politique. C'est une équipe, c'est des hommes. Et nous sommes convaincus que les populations reconnaissent qu'en cinq ans, nous avons rattrapé beaucoup de choses. Et que, comme on dit, c'est quand tu changes de gérant de boutique que tu sais qu'un des gérants était mauvais. Si les recettes propres de la mairie étaient de 2 millions Fcfa par an il y a cinq ans, et que subitement on passe à 57 millions l'an, ça voudrait dire qu'avant nous, les gestionnaires mettaient tout l'argent dans leurs poches. Certains ont fait de leur porte-monnaie la destination finale de l'argent public, alors que nous mettons les actions de développement au cœur de notre action politique. Les populations ont le temps d'apprécier.

Pourquoi vous êtes-vous brouillés avec l'Union des forces progressistes qui va a investi aux municipales de 2013 ?

Il ne s'est pas agi véritablement d'une brouille. L'Ufp n'a pas compris que la politique c'est un travail d'équipe. La politique n'est pas un travail de singleton. C'est suicidaire

de vouloir travailler seul.

Comment l'Alliance républicaine du Cameroun, parti politique que vous avez créé il n'y a pas longtemps, se déploie-t-elle face à l'ogre Rdpc ? Vous êtes inscrits dans une logique de collaboration ou d'affrontement ?

Le parti s'implante progressivement, mais sûrement. Sans précipitation ni agitation. Avec l'aide de Dieu, nous pensons qu'il va faire mieux que ceux qui se sont dit que la politique c'est de l'improvisation. Le Rdpc est un parti, moi je parle aux populations. Le Rdpc construit la nation, et en tant que maire, j'ai le droit de critiquer, mais aussi de soutenir les actions du gouvernement. Quand je ne suis pas d'accord, comme c'est le cas avec la décentralisation, je le dis. Quand j'ai une vision qui est contraire à celle du Rdpc, je le dénonce dans le but de gagner en énergie et en efficacité. Entre le Rdpc et moi, je ne pense qu'il y ait un rapprochement particulier. La ville de Yabassi devrait se construire avec tout le monde, sans clivages ni appartenances politiques.

Qu'en est-il de votre avenir au sein de la Plateforme pour la nouvelle République qui a soutenu le candidat Akere Muna lors de la dernière élection présidentielle ?

Le projet de création de l'Alliance républicaine est antérieure à la présidentielle. Le parti était en attente de légalisation. La Plateforme ne visait qu'une chose, soutenir un candidat. Tous les membres le savaient. Les partenaires de la Plateforme, c'étaient des partenaires de circonstance. Les choix ont été faits, le président Paul Biya a gagné, il faut se préparer pour l'avenir.

En affirmant ainsi que le président Paul Biya a gagné, vous désavouez Maurice Kamto qui, lui, insiste sur sa victoire volée ! Quel commentaire vous suggère l'arrestation de cet homme politique et certains des militants de son parti ?

Je déplore l'arrestation de ces hommes politiques et souhaite vivement qu'ils soient libérés. Mais, on ne saurait nier le fait que nous sommes allés à l'élection présidentielle sans organisation technique et financière. J'ai été président de la Plateforme, à 48h de l'élection, j'ai tiré la sonnette d'alarme en indiquant que nous n'avions pas assez de scrutateurs et d'observateurs, etc. Et que cela risquerait d'être un préjudice face à un pouvoir qui a un appareil électoral très subtil. Il est important, si on veut aller au contentieux, d'avoir tous nos procès-verbaux. Mais j'ai vu que ce n'était pas la priorité de nos collaborateurs. Sur plusieurs bureaux de vote, nous n'avons pas pu obtenir les procès-verbaux. Ceci dit, on a perdu l'élection parce qu'on n'a pas mis les hommes qu'il fallait là où il fallait.

Maintenant, sur des bases purement subjectives, je n'ai pas la preuve que Maurice Kamto ait gagné l'élection. Je n'ai pas vu les statistiques de sa victoire. On devrait en effet, avec les réseaux sociaux, publier ces scores bureau de vote par bureau de vote. Je me demande s'il faille arrêter la vie de la nation juste parce qu'on voudrait absolument faire entendre sa voix. En tant que maire qui connaît les problèmes de ma ville, en tant que maître d'ouvrage qui connaît ce qu'il y a comme urgences, sept années de perdues pour nous peuvent être suicidaires. Il y a des Camerounais qui gagnent leur pain au jour le jour, qui nourrissent leur famille demain avec ce qu'ils ont gagné la veille. Imaginons que suite à ces appels à marcher contre ce qui est qualifié de hold-up, la nation se trouve bloquée avec des « villes mortes », etc. Que deviennent toutes ces familles ? Pour moi, il s'agit d'une obsession de gloire. Or, on doit tirer les leçons d'une élection pour préparer les prochaines. La politique c'est une école ; Maurice Kamto a été mal conseillé. En tant que juriste, il n'aurait pas dû défier l'autorité de l'Etat, surtout dans un contexte de crise sociopolitique où l'Etat est déjà à genou. Lui-même a prêté le flanc. L'opposition a foiré en ne s'organisant pas financièrement, techniquement et opérationnellement. Une élection présidentielle c'est du costaud, c'est du sérieux et de la rigolade.

Affaire Mrc

Me Ndoki en garde-à-vue dans un lieu tenu secret

Interpellée mardi dernier, l'avocate et vice-présidente chargée de l'organisation des femmes du Mouvement pour la renaissance du Cameroun sera entendue au Gso à Yaoundé, ce jour.



Par Florentin Ndatewou

Me Michèle Ndoki sera entendue ce jour au Groupement spécial d'Opérations (Gso) à Yaoundé, selon un communiqué signé d'Olivier Bibou Nissack, porte-parole de Maurice Kamto. La vice-présidente chargée de l'organisation des femmes du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) est en garde-à-vue dans un lieu tenu secret, après son interpellation mardi dernier à Idenau, dans le Sud-Ouest. « Je reviens de la direction de la police judiciaire à Yaoundé. Le directeur me confirme que ma consœur et camarade a été arrêtée et placée en garde-à-vue hier soir (mardi). Sans m'en préciser ni les circonstances ni les motifs. A ma demande de la rencontrer, il m'a été répondu que cela n'est pas possible pour l'instant. Même le lieu de sa garde-à-vue ne m'a pas été indiqué », a fait savoir Me Emmanuel Simh, membre du collectif des avocats constitués pour la défense des personnes arrêtées dans le cadre des « marches blanches », dans un post sur le réseau social Facebook.

D'après une source sécuritaire ayant publiée l'information



Michèle Ndoki.

sur la toile, Me Michèle Ndoki a été interpellée en compagnie de son compagnon de nationalité Canadienne. Ladite source indique que les deux étaient sur le point de « ...quitter clandestinement le Cameroun à partir de la localité de

Idenau, commune du département du Fako (Sud-Ouest) frontalière avec le Nigeria ». Me Michèle Ndoki fait partie des chefs de file de la marche organisée le 26 janvier dernier à Douala et dans d'autres du Cameroun. Tout comme Célestin Djamen et plusieurs autres responsables et militants du Mrc. Elle rejoint ainsi nombre de militants et cadre de sa formation politique, arrêtés dans le cadre des « marches blanches ». Au rang de ceux-ci, le président national du Mrc, Maurice Kamto.

Détenu en compagnie de nombreux autres camarades, le « tireur de pénalty » a débuté les auditions au tribunal militaire, le 12 février dernier. Au cours de son deuxième passage devant les juges de cette instance judiciaire, il y a deux jours, ses avocats ont formulé une demande de récusation du tribunal militaire. Les auditions des personnes arrêtées dans le cadre des manifestations tenues le 26 janvier dernier au Cameroun se poursuivent. Maurice Kamto est attendu ce jour au tribunal de grande instance de Yaoundé.

Inscriptions sur les listes électorales

Le Ffr en colère contre Elecam à Bertoua

Une équipe déployée pour l'enrôlement des militants de ce parti politique au sortir de la messe, dimanche dernier, est repartie sans avoir inscrit personne.



Par Sébastien Chi Elvido

C'est dans la colère que Jean Doka Narké, président national du Front des forces républicaines (Ffr) et une centaine de potentiels électeurs ont quitté les locaux de la Shiloh Tabernacle Chapel, une église de réveil située au quartier Bamvelé, à Bertoua dans la région de l'Est, dimanche dernier. En effet, les ouailles du pasteur Ngando n'ont pas pu s'inscrire sur les listes électorales comme convenu avec les responsables d'Elections Cameroon (Elecam). L'opération devait se dérouler après la messe, mais, l'équipe Elecam de l'antenne de Bertoua 1er déployée pour l'enrôlement de la cinquantaine de fidèles a quitté les lieux avant la fin du culte. Ces potentiels électeurs ont fait part de leur frustration, surtout que pendant le culte, un communiqué du Ffr appelant les uns et les autres à s'acquitter de cet acte citoyen a été lu, suivi d'une invitation du pasteur Ngando, qui a suggéré à ses ouailles de s'impliquer dans la politique. « Nous sommes bien fâchés et désolés. Elecam dit une chose et fait le contraire », a



Jean Doka Narké. Le président du Ffr.

regretté Jean Doka Narké.

Qui explique que, « en tant qu'acteur majeur du processus électoral, il est de notre devoir de mobiliser les potentiels électeurs à s'inscrire sur les listes électorales. C'est ainsi que nous avons mobilisé près de 150 fidèles du Centre chrétien de réveil. Nous avons fait la même chose au niveau de l'Eglise apostolique, au quartier Bodomo, et nous avons posté nos cadres à ces endroits. Mais, curieusement, Elecam n'a pas respecté ce rendez-vous malgré la correspondance que nous leur avons adressée précisant les heures des cultes ». De leur côté, les responsables d'Elecam évoquent le fait que « dimanche n'est pas un jour ouvrable et, à ce titre nous, ne sommes pas obligés de venir inscrire les gens dans les lieux de culte ». A titre de rappel, le Ffr est un parti politique de l'opposition fondé en 2014 et dont le siège national est à Bertoua. Il fait partie du G20, les formations politiques de l'opposition qui ont soutenu la candidature de Paul Biya lors de l'élection présidentielle du 07 octobre 2018.

Nigeria

Alors que les résultats définitifs communiqués par la commission électorale (INEC) donnent Muhammadu Buhari réélu avec 56% des voix, son principal rival, Atiku Abubakar, a dans la foulée annoncé son intention de se pourvoir en justice pour les contester. « Je rejette les résultats de l'élection de la honte du 23 février 2019 et contesterai ses résultats en cour de justice », a déclaré le candidat du Parti populaire démocratique (PDP) dans un communiqué publié mercredi 27 février, dans la foulée de l'annonce des résultats définitifs.

Sénégal

Les résultats provisoires du premier tour de l'élection présidentielle au Sénégal doivent être annoncés ce jeudi 28 février à 11h. Selon Rfi, les 5 candidats auront alors 72 heures pour déposer d'éventuels recours au niveau du Conseil constitutionnel, institution chargée d'annoncer les résultats définitifs. La promulgation de ces résultats provisoires va se faire dans un climat politique tendu, car la majorité présidentielle de Macky Sall revendique la victoire dès le premier tour alors qu'Idrissa Seck est persuadé d'être au second tour. Les résultats provisoires du premier tour seront annoncés au tribunal de la capitale, où siège la commission nationale de recensement des votes.

32ème sommet de l'Union africaine

La vision d'intégration africaine de Nasser sera-t-elle finalement réalisée par Al-Sisi ?



Par Jimmy Yab*

Au terme du 32ème sommet de l'Union Africaine (UA) qui a eu lieu du 10 au 13 Février 2019 à Addis Abeba en Ethiopie, et qui a vu le Président égyptien Abdel Fattah al-Sisi prendre la présidence tournante de l'Union, on est en voie de se poser la question de savoir si ce dernier sera à la hauteur de la vision d'intégration africaine formulée en 1963 par son compatriote Gamal Abdel Nasser Président de la République Arabe Unie (aujourd'hui l'Égypte) et père fondateur de l'Organisation de l'Unité Africaine eu-égard à la perception dans certains milieux africains subsahariens des intérêts égyptiens sur le continent et de leur engagement en faveur de la réforme en cours de l'UA ?

La vision d'intégration africaine de Gamal Abdel Nasser En 1963, les représentants de trente-deux pays africains indépendants et non indépendants faisant partie des mouvements de libération, se sont réunis à Addis-Abeba pour créer l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). Nous rappelons la vision globale d'intégration Africaine de Gamal Abdel Nasser Président de la République Arabe Unie, extraite du discours qu'il prononça ce 25 Mai 1963 et qu'il est inutile de commenter ici. Il déclarait :

« Voilà ce que nous avons à faire ici... Qu'il y ait une ligue africaine. Qu'il y ait une charte pour toute l'Afrique, Qu'il y ait des conférences périodiques des chefs d'État Africains et des représentants des peuples du continent... Qu'il y ait une Charte pour l'Afrique toute entière. Qu'il y ait des réunions à tous les échelons, publics et populaires, comme nous l'avons entendu souhaiter par un certain nombre de nos amis. Qu'il y ait quelque chose, mais quelque chose de concret. Confions à ce quelque chose les plans, quels qu'ils soient, que nous désirons voir exécuter. Fixons une date limite pour la liquidation du colonialisme; établissons des projets pour la coopération culturelle et scientifique; engageons-nous dans la coordination de notre coopération économique qui doit nous conduire au marché commun africain: tous ces objectifs et beaucoup d'autres encore sont proposés à nos efforts, mais tous réclament l'esprit l'organisation et le courage dynamique. »

Le Président égyptien, Abdel Fattah el-Sisi et les préparatifs du sommet 2019

Le 2 février 2019, le Président égyptien, Abdel Fattah el-Sisi, a tenu une réunion de son cabinet chargé d'examiner les derniers préparatifs en vue de sa présidence de l'Union africaine (UA). En tant que membre fondateur de l'Organisation de l'Unité Africaine et président en 1964, 1989 et 1993, c'est cependant la première fois depuis la création de l'UA en 2002 que l'Égypte dirige les affaires de cette organisation. C'est un développement important compte tenu de la relation glaciale de ces dernières années entre l'UA et l'Égypte. En 2013, l'Égypte a été suspendue de l'Union à la suite de la crise politique dans le pays lors du Printemps arabe de 2011. Ce rôle intervient à un moment où l'UA et l'Égypte engagent des réformes majeures. La réforme de l'UA vise à répondre plus efficacement aux défis du continent. L'Égypte tente de se repositionner en Afrique Subsaharienne pour défendre et protéger ses intérêts stratégiques. Le moment choisi pour la présidence égyptienne est donc une occasion de contribuer à la quête de réformes de l'UA tout en poursuivant ses objectifs de politique étrangère.

Abdel Fatah al-Sisi et son premier discours

Immédiatement dans son premier discours lors du sommet, le président Égyptien a rappelé les trois défis: le dé-



veloppement des infrastructures, l'accélération de l'entrée en vigueur de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECA) et la création d'emplois pour la jeunesse du continent. Il a aussi souligné la lutte contre le terrorisme et la reconstruction des sociétés post-conflit.

L'Égypte étant engagée sur le plan national à différentes réformes, économiques, sociales et culturelles, elles lui serviront de trajectoire sur le plan continental. L'Égypte donne surtout la priorité à la promotion du commerce intra-africain et conformément aux déclarations de Sissi lors du Forum Afrique à Charm el-Cheikh en décembre 2018, l'Égypte souhaitait augmenter ses investissements en Afrique de 1,2 milliard de dollars en 2018 pour atteindre 10,2 milliards de dollars. Avec cette priorité économique, l'Égypte semble suggérer que la situation financière du continent sera une priorité absolue durant sa présidence. Cela pourrait relancer les efforts en cours pour mettre en œuvre la ZLECA.

Comme nous l'avons dit dans notre précédent article, en mettant l'accent sur le développement de la ZLECA la présidence égyptienne va contribuer à attirer les investissements étrangers directs pour améliorer la base industrielle et infrastructurelle de l'Afrique. Sans les industries appropriées pour ajouter de la valeur aux produits africains, la promotion du commerce intra régional sur un continent où la plupart des États sont des exportateurs de matières premières et sont tournés vers l'extérieur dans le choix de leurs partenariats commerciaux sera certainement un vain mot.

Nous savons que toute politique étrangère d'un pays est guidée par le jeu des intérêts. Il est donc autant évident que les domaines d'intervention seront façonnés par les propres intérêts de l'Égypte. En ce qui concerne la paix et la sécurité, par exemple, l'Égypte a pour priorité de promouvoir la création du Centre de l'Union Africaine Pour la Reconstruction et le Développement Post-Conflit (CRDPC) au Caire, et le lancement d'un forum de dialogue continental de haut niveau à Assouan, en Égypte appelé le Forum à Haut Niveau d'Assouan pour la Paix et le Développement Durable. Les deux projets devraient contribuer à instaurer

la paix et des solutions durables aux problèmes des déplacements forcés. Certainement, l'Égypte va exercer les pressions pour leur mise en œuvre en 2019 et cela renforcera la perception selon laquelle certaines puissances africaines ont recours à la présidence de l'UA pour élaborer des programmes régionaux et nationaux. Les questions de gouvernance auraient également dû être prises en compte dans les domaines prioritaires de l'Égypte car elles sont au cœur du sous-développement de l'Afrique. L'absence de bonne gouvernance est une source d'embrassement pour l'Afrique à l'international.

Cependant, tout comme le Cameroun, l'Égypte n'a pas encore ratifié la ZLECA. Comment peut-il pousser un accord sans en faire partie? En plus d'œuvrer à la mobilisation d'autres grandes économies comme le Nigéria, la première tâche de la présidence égyptienne en matière de promotion du commerce intra-africain et des avantages qui en découlent devrait être de ratifier la ZLECA.

Cameroun et Égypte, prudence commune quand à la ratification de la ZLECA

Déjà le 9 décembre 2018, le ministre des Affaires Étrangères égyptien, Sameh Shoukry, avait exprimé l'espoir que la ZLECA sera ratifiée pendant la présidence égyptienne de l'Union africaine. C'était lors du Forum africain 2018 à Charm el-Cheikh, en présence du président Abdel Fatah al-Sisi et d'un certain nombre de dirigeants africains. Le ministre avait révélé que l'Égypte avait organisé une réunion des ministres africains du Commerce afin de remédier à certaines des lacunes de l'accord et d'élargir différents horizons pour le développement et les investissements intra-africains. Le ministre avait souligné qu'il était urgent de poursuivre les efforts pour activer l'accord, en consolidant tous les mécanismes disponibles au sein de l'Union africaine, ainsi que les efforts individuels des pays africains. C'est aussi dans ce sens que se situe la position du Cameroun, selon des sources concordantes le Cameroun a toujours été favorable aux solutions africaines étant donné qu'il est membre de l'UA. C'est donc vers la prudence dont le but est d'améliorer la ZLECA que tend la position des deux pays.

Gamal Abdel Nasser et Abdel Fatah al-Sisi

Pour rivaliser la vision de Gamal Abdel Nasser, outre les priorités de l'Égypte, Abdel Fatah al-Sisi devra aussi résoudre les problèmes continentaux tels que la crise libyenne, le terrorisme au Sahel, les manifestations en cours au Soudan, les conflits au Sud Soudan et en Somalie, l'impact du changement climatique, la gestion du Nil et les conflits frontaliers. On peut y ajouter la crise de la mer Rouge sans oublier les tensions autour du Nil qui ont fait de l'Est et de la Corne de l'Afrique un foyer d'intérêts régionaux et internationaux concurrentiels. Et pour cela il lui faudra certainement comme l'a dit Gamal Abdel Nasser : *« esprit et courage... Un esprit combinant sagesse et audace: il combat comme un bâtisseur, il construit comme un lutteur; il lutte avec les aptitudes et la patience du bâtisseur et construit avec l'enthousiasme et l'élan du lutteur. Courage empreint d'audace et d'imagination; il fait face à des dangers. Courage qui s'affirme devant le spectacle des horizons nouveaux, immenses, ouverts aux possibilités de développement créateur. »*

**PhD. POLITIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES, UNIVERSITÉ DE SOUTHAMPTON, ROYAUME-UNIS.
PROFESSEUR ASSOCIÉ À L'INSTITUT DES RELATIONS INTERNATIONALES DU CAMEROUN (IRIC) ET À L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE POLICE (ENSP)*

Données statistiques

Des journalistes en savent plus

Ils ont reçu une formation sur l'utilisation et la production des encarts les 22 et 23 février à Yaoundé.

 Par Guy Martial Tchinda

La sexualité et la reproduction pour les adolescents, la planification familiale, la prévention et le traitement des infections sexuellement transmissibles notamment le Vih/Sida ainsi que les maladies, etc.. Voilà autant de domaines qu'abordent au quotidien les journalistes pour participer à leur manière à la promotion de la bonne santé. Cependant, ils sont de temps à autres confrontés aux problèmes de chiffres, soit par leur incapacité à les retrouver, soit par l'indisponibilité des données actualisées.

C'est ce qui a motivé la tenue à Yaoundé les 22 et 23 février derniers d'un atelier de formation des journalistes à l'utilisation et à la



Séance de restitution des travaux de groupe.

production d'encarts statistiques, coorganisé par l'Ong Pichnet, l'Iford et l'Université de Cornell aux Etats-Unis. L'objectif étant de renforcer la capacité des hommes et femmes de médias camerounais affiliés au Réseau des journalistes pour l'application du plan d'action de Maputo (JNMAP) pour la

majorité, à accéder aux données statistiques disponibles en ligne en vue d'améliorer leurs reportages et analyses sur les questions de santé, d'émergence, d'emploi et de sécurité. Le postulat de base est que les faits scientifiques établis et une information statistique fiable sont des ingrédients indispen-

sables pour élever le contenu des débats actuels sur les grands problèmes de développement.

« Il s'agit d'une part d'aider les journalistes à professionnaliser leur communication en y incluant les éléments statistiques, d'une part et d'autre part d'aider les scientifiques à comprendre le travail des journalistes, à mieux communiquer les résultats des travaux de recherche scientifique. Il est aussi question de permettre aux journalistes d'utiliser les données statistiques qui sont de plus en plus disponibles en ligne », a expliqué Parfait Eloundou, chef du département de sociologie à l'Université de Cornell aux Etats-Unis, coorganisateur des travaux. « En peu de temps, les participants ont pu travailler sur des bases de données qu'ils ne connaissaient peut-être pas avant et utiliser ces données pour construire des courbes, des histogrammes, des cartes... sur des phénomènes sociaux », s'est-il réjoui. Comme lui, Laurent Charles Boyomo Assala, directeur de l'Ecole supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (Esstic), a relevé que le journalisme des données permet de se démarquer des informations erronées.

Pour ce premier atelier, les participants, une vingtaine au total, ont été initiés à l'accès à quatre sources de données, notamment les données des Enquêtes démographiques et de santé (Eds), de la Banque mondiale, des Nations Unies et GapMinder.

Protection de l'environnement

Un recueil de textes juridiques disponible

Le document de plus de 500 pages a été présenté vendredi dernier à Yaoundé.

 Par Désiré Domo

En 2016, le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement durable (Minepded) fait un constat, selon lequel, les textes juridiques sur l'environnement au Cameroun ne sont connus ni des organismes en charge de la mise en œuvre de ceux-ci ni de ceux appelés réprimer les fautes. C'est ainsi qu'en août de la même année, Pierre Hélé, le chef de ce département ministériel, lance la mise sur pied d'un référentiel pour pallier ce problème. « Nous nous sommes rendus compte même auprès de ceux qui sont chargés de mettre en œuvre et de sanctionner la violation de ces textes qu'ils ne les connaissaient pas du tout. Donc, ils viennent résoudre un problème réel. Celui de l'indisponibilité de l'information juridique en matière de protection de l'environnement », explique Jean Kenfack, chef de la division des Affaires juridiques au Minepded.

C'est un recueil des textes juridiques de plus de 500 pages qui servira désormais de boussole à plusieurs structures nationales. « Nous pensons désormais qu'à la fois les juridictions, les commissariats, les professionnels du droit comme les avocats auront à leur disposition un outil dont ils vont se servir pour assurer la mise en œuvre des textes juridiques. Il y a également les administrations, les organisations de la société civile et le secteur privé », indique-t-il.

Une initiative qui, d'après le ministre délégué auprès du mi-



Cérémonie officielle de présentation du recueil des textes. Le ministre délégué prononçant son discours.

nepded, vient mettre un terme aux multiples préoccupations des différents acteurs « On peut citer entre autres l'administration le ministère des Travaux publics qui par exemple pour réaliser les autoroutes, a besoin d'avoir un outil de travail performant comme les textes juridiques, les professionnels du droit dans le cadre des contentieux environnementaux même les journalistes », relève Nana Aboubakar Djalloh.

La production du document, s'est faite avec l'appui de la Coopération allemande (Giz). « La Giz appuie ses partenaires (Minepded et Minfof) dans la documentation de tous les textes réglementaires pour assurer une meilleure transparence dans tous les secteurs, question de savoir ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire », précise Stefan Kacheriess Matthes, directeur du programme Giz.

Buzz

Le « résurrection challenge » enflamme la toile

Cela fait suite à la vidéo insolite postée sur les réseaux sociaux qui montre un pasteur congolais redonnant vie à un mort.



Par Marguerite Papana

Il suffit de peu désormais pour réveiller la toile pendant quelques jours. Et depuis trois jours donc, le buzz du moment sur le pasteur ressuscitateur ou plutôt sur le « résurrection challenge » que cela a entraîné. Le 25 février dernier, une vidéo, que beaucoup trouvent insolite, fait le tour des réseaux sociaux et mobilise l'attention. Devant une assistance émerveillée sans doute composée de ses fidèles, un pasteur congolais vivant en Afrique du Sud ressuscite en direct un homme considéré comme mort, vêtu de blanc et couché dans un cercueil. Dès lors, le scepticisme et l'hilarité semblent partagés les internautes. « Foutaise. Un mort est tout blanc et le fou là n'est pas un mort. Ne vous moquez pas de Dieu. Un jour, il vous frappera », commente Gabrielle E à la suite de ladite vidéo. Patrick K.Kamga estime également que « ce ne sont pas de vrais pasteurs. Ce sont des envoyés du diable ». « J'ai mal aux côtes, ne me finissez pas », se moque une autre cybernaute. Crescence B. y voit quant à elle une scène d'un film du cinéma nigérian Nollywood.

Mais le miracle n'aura pas mis long car de nouvelles informations sont diffusées par le même canal. Un montage de deux photographies révèle que le pasteur Alph Lukau et l'un des fidèles présents dans l'assistance de peau blanche seraient des connaissances de longue date. L'identité du présumé mort est également révélée. Pour les internautes, c'est une arnaque de trop.

L'incrédulité passée, place à la récupération. Il n'aura donc pas fallu une journée de plus, pour que le « résurrection challenge » soit lancé. Vêtu d'un costume blanc ou pas, le



Le « résurrection challenge ».

jeu consiste cette fois-ci à se lever progressivement de la position couchée que l'on a initialement, les bras le long du corps tel un cadavre, la bouche entrouverte et les yeux écarquillés. Des images, montages et vidéos tous débordant d'imagination sont publiés sur les réseaux sociaux où le challenge a été lancé. « En vérité, en vérité, je vous le dis, celui qui croit en moi fera aussi les œuvres que je fais, et il fera de plus grandes, parce que je m'en vais au père », ironise

William T sur Facebook avec le hashtag résurrection challenge. Mais ce challenge n'est pas du goût de tout le monde. « Continuez de clasher, de parodier et d'insulter les vrais ou faux pasteurs ! Déchainez-vous bien sur les réseaux sociaux, bravo « enfants de Dieu, bravo à nous les chrétiens... Vraie ou fausse résurrection, le cœur d'un véritable enfant de Dieu devrait prier », dixit la coach de vie Lady Sonia, très active sur les réseaux sociaux.

Protection de données

Une alternative à Android pour protéger les Smartphones créée

/e/ est un logiciel de système sécurisé pour téléphones.



Par Marguerite Papana avec Lefigaro.fr

La protection des données constitue un problème technologique de l'heure dans plusieurs Etats. La question a d'ailleurs été au centre de plusieurs scandales et a valu de nombreuses convocations à des géants tels que Facebook. Dans la logique de résoudre ce problème, le système d'exploitation mobile /e/ se présente comme une alternative à Android pour couper les liens avec Google et mieux protéger l'utilisateur.

Quand on parle protection des données personnelles, anonymat et sécurité sur Internet, on se méfie généralement des réseaux sociaux et de la navigation sur Internet. Mais la simple utilisation d'un Smartphone peut exposer bien davantage son utilisateur. « Même quand l'appareil est posé sur un coin de table, il reste connecté à des serveurs », explique Samuel Cazin, responsable marketing de e.foundation, une association française qui présente au Mobile Word Congress de Barcelone son logiciel système sécurisé pour téléphones. « En moyenne, un mobile Android [le système d'exploitation mobile de Google] communique plus de 100 fois par heure avec les serveurs de Google pour leur transmettre une quantité d'informations recueillies par les



Le Smartphone, premier danger à la protection de données.

capteurs du téléphone, comme sa position, son niveau de batterie, etc. » Et ne croyez pas pouvoir y échapper en activant le mode avion « Le téléphone continue à enregistrer tout ce qu'il peut, puis transmettra ses données une fois qu'il

aura une connexion », insiste Samuel Cazin.

C'est pour remédier à cette situation que sa société, créée par Gaël Duval, pionnier du logiciel libre en France, a développé /e/, un système d'exploitation qui reprend les bases d'Android, mais sans intégrer les outils et les traceurs de Google. Le système en question s'installe sur un téléphone (pour l'instant une soixantaine de modèles sont compatibles) où il se présente dans une interface qui rappelle à la fois celle d'un Android standard et celle de l'iPhone. Plusieurs applications sont fournies pour remplacer les applications habituelles (mail, agenda, notes, navigateur Web, cartes GPS, etc), mais il reste possible d'installer des applis à partir du Google Play Store. « Nous ne sommes pas dans une démarche d'interdiction qui peut mener à la frustration », explique Samuel Cazin. « Rien ne vous empêche de continuer à utiliser vos applis préférées. Mais à vos risques et péril ». Pour mieux informer les utilisateurs, l'association est en train de développer sa propre boutique en ligne qui note chaque application en fonction de son respect des données personnelles. Une option indique même à quels serveurs se connectent l'application en question.

Frank William Batchou

Une plume qui s'affirme

Dans son premier livre « *Mapanes l'âme d'un aventurier* » paru aux Editions Muse en juillet 2018, le journaliste-blogueur partage ses expériences vécues lors de ses nombreux voyages.

 Par Renaud Inang

L'écriture est sans aucun doute sa passion. Frank William Batchou, puisqu'il s'agit de lui, souhaite s'en servir pour contribuer à sa manière, à lutter contre des fléaux qui minent la société camerounaise. Le jeune écrivain qu'il est, a choisi de partager des expériences vécues au cours de ses multiples voyages et activités parallèles. C'est bien ce qui l'a amené à publier son premier ouvrage intitulé : « *Mapanes l'âme d'un aventurier* », au mois de juillet 2018. Dans ce livre paru aux Editions Muse, l'auteur s'insurge entre autres contre le viol, l'inceste, l'immigration, la prostitution, le vol de bébés dans les hôpitaux. Pour sa jeune carrière, l'originnaire de Bangangté dans le département du Ndé, région de l'Ouest, n'entend pas s'arrêter en si bon chemin. Son deuxième ouvrage dont la date de parution reste à programmer, est déjà en cours de relecture. Frank William Batchou, souhaite également publier sous forme de bouquin, des travaux de recherches, précédemment parus dans des journaux.

Toutefois, dans ce domaine, le jeune auteur dit n'avoir aucune idole. Mais, il reconnaît avoir lu des textes de Calixte Beyala, de Charles Ateba Eyene de regrettée mémoire et du raconteur Marcel Kemajou. A l'avenir, cet aîné d'une fratrie de quatre enfants, rêve écrire autant qu'Achille Mbembe, Ebenezer Njoh Mouelle et d'autres grandes plumes camerounaises. Outre sa nouvelle casquette d'écrivain, Frank William Batchou est aussi bien connu dans le milieu de la presse camerounaise. Le journaliste âgé de 34 ans, a fait



ses preuves dans plusieurs journaux. Après l'obtention d'un Brevet de technicien supérieur (Bts) en journalisme à l'Institut supérieur Siantou en 2008, le jeune reporter de l'époque, fait ses premiers pas au journal *Le Messager*. Dans la même veine, il noircit les pages d'autres journaux

« *Le tunnel Bleu* »

Sur les traces de la famille Brostani

 Par Florentin Ndatewou

« Le bleu symbolise l'espoir. Le tunnel renvoie à la vie, la vie de chacun de nous, qui est souvent marquée par des événements heureux et malheureux... ». Telle est l'explication que l'auteur Rod On Jr, donne au titre de son ouvrage intitulé « *Le Tunnel Bleu* ». Le roman a été présenté le 26 février dernier, au cours d'une conférence de presse au siège de la maison d'édition Ifrikiya à Yaoundé. Inspirée d'une histoire vraie, « *Le Tunnel Bleu* » conte la vie de la famille Brostani. Symbiose d'une culture italienne et française, la famille Brostani sera confrontée à nombre de difficultés. De la conception d'un enfant jusqu'à la mort tragique de ce dernier par suicide, en passant par les souffrances relatives à la perte des êtres chères, l'auteur Rod On Jr se sert à chaque fois de la fiction, pour densifier le récit. La cérémonie de dédicace de cet ouvrage a lieu ce jour à 15h à l'Institut français du Cameroun (Ifc) antenne de Yaoundé.

tels que Mosaïques, Emergence, La Nouvelle Expression et Camerpost.com.

Plus tard, le reporter quitte les salles de rédaction et se lance dans le digital. Aujourd'hui, Frank William Batchou diffuse ses informations au quotidien dans son blog dénommé « *Mapanes* », tout en étant propriétaire d'une maison d'édition musicale digitale, management et communication digitale pour artiste.

Sylviane Crulis Maputh

Jouer avec le traditionnel, le culturel et la modernité

La promotrice de « *Games Over Show* » parle de la place de la promotion de la culture et des traditions dans ce concept rendu à sa 3ème saison.

 Par Marthe Ndiang

Pouvez-vous nous présenter le concept « Games Over Show » qui est rendu à sa 3ème édition ?

« *Games Over Show* » est un concept artistico culturel et sportif qui a été créé pour permettre aux enfants de renouer avec nos traditions. Afin qu'ils ne soient pas étrangers à leur culture, bien que nés et vivant dans les grandes villes. Nous travaillons avec les écoles primaires de Douala depuis la première édition. Cette saison nous y avons ajouté des écoles de Yaoundé. C'est un grand succès et nous remercions les villes de Douala et Yaoundé pour l'accueil. « *Games Over Show* » permet aux enfants d'apprendre en s'amusant. Ce n'est pas qu'une histoire d'enfants. Comme vous pouvez le constater, les grands enfants aussi, les parents, les enseignants participent à cœur joie dans une ambiance bon enfant.

Comment la culture et les traditions sont-elles promues dans les jeux ?

Je suis très fan de la culture africaine. La culture camerounaise est riche et diversifiée. Normalement, nous ne pou-



vons faire que des jaloux. Malheureusement nous les jeunes aujourd'hui nous tendons à aller à l'extérieur sans

pouvoir maîtriser les richesses de notre continent. *Games Over Show* est aussi une façon de montrer aux enfants que l'Afrique est riche. Qu'on peut tout faire en Afrique. On peut s'habiller, décorer sa maison avec des plumes de poules. On peut tout faire tout en restant traditionnel. Jouer avec le traditionnel, le culturel et la modernité. Les rubriques du jeu sont des scènes de vie que nous vivons dans le temps avec nos ancêtres. La lutte traditionnelle par exemple c'était des guerriers. Les enfants sont entraînés par la délégation de la Ligue de la lutte traditionnelle pendant des mois. Ils les entraînent de manière bénévole. Ce n'est pas seulement un sport de combat, c'est un sport qui permet l'éveil des enfants. Ça les permet d'être équilibrés, de pouvoir s'affirmer. Quand vous voyez les prises, vous comprenez que ce sont des tactiques pour l'auto défense. Les autres rubriques comme la traversée et le Foot tout fou sont des jeux qui permettent aux enfants de se réconcilier et de travailler en équipe ; de savoir qu'on peut compter sur son collaborateur. Tout ça a été pensé.

Ligue 2

Dynamo tonne le Canon

En venant à bout du club de Nkolndongo (3-1) hier au Stade militaire, le club du Littoral a décroché sa première victoire de la saison.



Par Claude Olivier Banaken

Les larmes aux yeux, la tête baissée. C'est ainsi que Arnaud Mbejounou, l'un des joueurs du Canon sportif de Yaoundé quitte la pelouse du stade militaire de Yaoundé hier mercredi 27 février, au coup de sifflet du match qui a opposé son équipe à la formation de Dynamo de Douala. Rencontre comptant pour la 6e journée de Ligue 2. Pourtant au premier coup de sifflet de cette rencontre, le Canon sportif de Yaoundé, 3e au classement du groupe A affronte la lanterne rouge (Dynamo) aux statiques pas du tout reluisantes : un seul but inscrit, aucune victoire remportée depuis le début de la saison. C'est donc en tant que favoris que les Mekok Me Ngonda abordent ce match.

Avec un pressing haut et un jeu direct, les ouailles de Claude Ndjeng sont les premiers à se procurer une action dangereuse. 10e mn, Denis Mbappe réussit à se défaire du marquage de la défense de Dynamo. Mais, sa frappe du gauche à l'entrée du petit cadre passe à côté de la cage de Donald Wandji. La partie s'enflamme. A chaque offensive, les joueurs du Kpa Kum sont fortement ovationnés par leurs fans.

Pour cette rencontre, Claude Ndjeng, l'entraîneur du Canon de Yaoundé revoit son effectif avec Junior Ngedé Ngedé à l'axe central et en lieu et place d'Axel Ndjana Ngolo, non convoqué pour blessure. On notera en outre l'absence de Landry Bakinde, le premier buteur de la saison en ligue 2, dans le 11 entrant. Des changements qui ne se font pas ressentir dans le jeu du club mythique de Yaoundé. Puisque, l'équipe de Nkolndongo domine la partie, sans toutefois trouver la moindre faille pour débloquent le compteur du match.

A la 22e mn, le milieu de terrain du Canon Jean Christian Kanga prend la défense adverse de vitesse et sert son coéquipier Oumara Khadtab. Ce dernier manque de tromper la vigilance de Donald Wandji qui saisit vite la balle et la remet aussitôt en jeu. La contre-attaque du club de Douala termine par l'ouverture du score de Martin Collins Ekoka qui, grâce à une reprise de volée trompe la vigilance de James Djaoyang, le gardien de but du Canon de



Canon vs Dynamo. Une phase du match.

Yaoundé. Cinq mn plus tard, Serge Mvondo s'ajoute à l'addition pour l'équipe de Douala. 2-0. Canon domine dans le jeu, mais Dynamo mène au score.

Après ce 2e but, Donald Wandji s'allonge sur la pelouse. Le portier de Dynamo se tort de douleur à la cheville gauche. Malgré ce bobo, James Djaoyang continue à galvaniser ses coéquipiers. Un coup de gueule qui s'avère payant. Puisqu'à la reprise du match, le Canon réduit le score par l'entremise de Denis Mbappe à la 30e mn. Donald Wandji cède sa place à Bernadin Eloundou. Le score reste inchangé jusqu'à la pause. Deux mn après le retour des vestiaires, Denis Mbappe aurait pu s'offrir un doublé et refaire le retard du Canon, si sa frappe n'échouait pas sur le montant gauche du portier de

Dynamo. La rencontre est à 20mn de son terme. Toujours mené au score, le Canon de Yaoundé ne perd pas espoir. Sur une action individuelle où il réussit à se débarrasser de trois défenseurs, la frappe de Yannick Tagne finit cette fois sur le poteau droit de Bernadin Eloundou.

A la 80e mn, Claude Ndjeng décide jeter Landry Bakinde dans la bataille. Réajustement non payant. Car, les Mekok Me Ngonda contre toute attente, encaissent le but du chaos. Bien lancé en profondeur par l'un de ses défenseurs, Brice Nzeukoue crucifie le Canon avec un 3e but et offre à Dynamo de Douala sa première victoire (3-1) de la saison. Une fin de soirée cauchemardesque pour les supporters du club de Nkolndongo.

Réactions

Christian Nyonseck, entraîneur du Dynamo de Douala

Nous avons été chanceux

Nous avons fait une mauvaise entame du championnat et aujourd'hui nous félicitons nos joueurs parce qu'ils ont tous donné pour que nous puissions avoir les trois points de la journée. La saison dernière, Dynamo dans une mauvaise phase a obtenu sa première victoire face au Canon. Nous avons eu beaucoup de chance aujourd'hui et c'est un aspect qui compte dans le football. Si vous n'avez pas de chance il faut arrêter de vivre. Maintenant, nous allons continuer de travailler pour obtenir d'autres victoires.



Claude Ndjeng, entraîneur du canon sportif de Yaoundé

Il nous manque encore un finisseur

C'est difficile quand nous passons à côté d'un tel match. Surtout lorsqu'on regarde ce que nous avons produit comme jeu et ce que nous avons eu comme occasion. C'est très difficile à avaler. Mais, nous restons dans notre logique de travail. Il faut prendre cette défaite comme un moyen de rebondir. La finition qui nous a manquée sur le plan technique. Sur le plan du jeu, nous nous sommes créés beaucoup d'occasions. Mais, il nous a manqué un « tueur ». Depuis le début de saison, nous n'avons pas encore trouvé ce petit plus qui est la finition. Pourtant, nous travaillons dessus depuis la préparation de la saison.



Junior Ngedé Ngedé, capitaine du Canon sportif de Yaoundé

Il faut rapidement oublier ce match

C'est une pilule Camère à avaler. Nous avons en face de nous une équipe au bas du classement. Mais, elle a été plus déterminée que nous. Nous avons une fois de plus péché dans la finition. Nous avons pourtant abordé le match avec beaucoup de sérieux. Malheureusement, nous avons perdu. Pour pouvoir rebondir, il faut oublier rapidement ce match et mieux préparer la prochaine journée.



Natation

L'ouverture de la saison régionale du Littoral fait courir

80 nageurs répartis en quatre catégories ont agité les eaux de la piscine semi-olympique de Douala-Bonaberi samedi, 23 février 2019.

 Par Tatiana Ngnombouowo

C'est reparti pour une nouvelle saison sportive à la ligue régionale de natation et sauvetage du Littoral. La cérémonie d'ouverture a eu lieu samedi, 23 février 2019 dans les eaux de la piscine semi-olympique de Douala-Bonaberi. C'était en présence du président de la fédération camerounaise de natation et sauvetage (Fecanas), Relouanou Charaboutou, qu'accompagnaient la présidente de la ligue régionale de la Fecanas pour le Littoral, Alice Ngassam et d'autres invités. Contrairement à l'année dernière, le premier regroupement de cette année a fait courir grand monde. 80 nageurs répartis en quatre catégories à savoir: les benjamins, les minimes, les cadets et les junior-séniors ont pris part à cet évènement. Ils sont venus de huit clubs et écoles de natation des régions du Littoral et du Sud-Ouest.

L'occasion a permis d'évaluer les performances des différents athlètes. 22 épreuves à savoir: 50m-100m brasse, 50-100m nage libre, 200m quatre nages et le relai ont meublé la compétition pendant près de 3h. Au terme de cette évaluation, les meilleurs nageurs ont reçu des primes. Dans la catégorie des benjamins, Emmanuel Tchinda occupe la première place. Barack Tepga s'est imposé à son tour dans la catégorie des minimes. Tandis qu'Hugo Nguiche est arrivé en tête chez les cadets. Etienne Kapnang, quant à lui a devancé ses adversaires dans la catégorie junior-séniors.

Chez les dames par contre, Nolla Asatazon a dicté sa loi en l'absence de la championne en titre, Lisa Kafack. Le club de Tp remporte le prix de la meilleure équipe à



Les nageurs prennent le départ.

l'épreuve du relai. « Je suis content d'avoir gagné et je dis merci à mes parents », se réjouit Hugo Nguiche. Etienne Kapnang, champion du Cameroun en titre dans la catégorie junior, entend aller au-delà de son chrono, qu'il juge

médiocre. « La compétition était difficile. J'ai largement dépassé le temps que je m'étais promis de réaliser en venant ici », regrette le nageur. Il entend redoubler d'efforts pour un meilleur résultat lors des prochaines compétitions.

Alice Ngassam

Préparer la relève

La présidente de la ligue régionale de natation et sauvetage du Littoral donne les objectifs de la nouvelle saison sportive.

 Par Tatiana Ngnombouowo

Que doit-on retenir de l'ouverture de la saison?

Tout d'abord, nous sommes contents parce qu'il fait beau temps. Les nageurs sont venus très tôt, ce qui nous a permis de vite commencer et de finir tôt. Nous avons des nageurs qui viennent des régions du Littoral et du Sud-ouest. Il s'agit des nageurs des piscines, des clubs et écoles de natation. Nous avons mis la priorité sur les benjamins et les juniors. Cela ne signifie pas qu'on délaisse les anciens nageurs, puisqu'ils ont d'ailleurs concouru dans la catégorie sénior, mais il faut préparer la relève.

Quels sont les objectifs de cette nouvelle saison?

L'un des objectifs est que les enfants reprennent goût à la natation, parce que c'était un sport un peu délaissé. Mais, depuis le début de la saison avec les changements qui se passent au niveau de la ligue régionale et même au niveau national, avec l'arrivée de nouvelles personnes à savoir un nouveau président de la fédération, une nouvelle présidente de la ligue, nous comptons remédier à ce problème.

Nous avons déjà eu à faire beaucoup de choses telles que des formations des nageurs, des sorties avec les enfants, la formation des encadreurs. Actuellement, nous avons des encadreurs qui sont actuellement à l'étranger pour apprendre à mieux former les nageurs au niveau de sauvetage.

Quels moyens allez-vous mettre en place pour hisser la nation au même niveau que d'autres disciplines sportives dans le Littoral?

Après ce programme d'ouverture de la ligue, où nous avons eu deux événements majeurs dont la natation en eau libre à Djeballe et le séminaire de formation des encadreurs et nageurs qui d'ailleurs vont se poursuivre, nous allons travailler sur les records. C'est-à-dire que nous allons faire le suivi des records de nos nageurs, les améliorer pour qu'avec la nouvelle dynamique de la ligue et de la fédération, qu'on puisse connaître le niveau de nos nageurs. Ils pourront ainsi participer aux compétitions internationales d'inter piscines, d'interclubs et d'inter régions.



TOUTE L'ACTUALITÉ DU CAMEROUN DANS UNE SEULE APPLICATION.

